

Légation de Suisse *Fol 15*  
en  
France.

Paris, le 8 Juin 1889

*En circulation  
10. VI. 89*

Monsieur le Président

Depuis la constitution définitive et la comparution devant la  
Chambre du Cabinet Rouvier, je ne vous ai pas adressé de rapport politique,  
pour qu'il fallait laisser aux nouveaux Ministres le temps de s'installer, de  
se concerter, et d'élaborer le commencement de programme qui fait  
défaut dans la détermination ministérielle.

J'ai l'impression qu'aujourd'hui encore, nous ne sommes pas beaucoup  
plus avancés qu'au 31 Mai; c'est ainsi que dimanche, ayant eu l'occasion  
de passer l'après-midi à la campagne avec cinq ou six des membres du  
Cabinet, M. Rouvier m'a dit ne pas savoir encore s'il prendrait les fonctions  
avec un sous-secrétaire d'Etat parlementaire ou s'il en ferait un service  
administratif avec un directeur général; c'est ainsi que le Ministre de  
la guerre M. Ferron, m'a parlé avec une extrême vivacité du monopole  
sur le l'alcool, et a paru s'y intéresser beaucoup plus qu'au fusil de petit calibre.

Monsieur

Monsieur Droz

Président de la Confédération

Berne.



Le Ministre du Commerce M<sup>r</sup> Dautresme, semble avoir pour principale  
 préoccupation d'établir, au 31 Mai, le bilan de l'exposition de 1879  
 afin de bien distinguer les responsabilités; il paraît s'être passé  
 sous M<sup>r</sup> Dothroy des actes de camaraderie assez singuliers. Le Ministre  
 de la Marine M<sup>r</sup> Barbey est un Genevois parent d'une foule de personnes  
 connues à Lausanne et à Genève, entre autres de la famille de notre  
 Consul général Rivier; comme les journaux intrançais le maltraitent  
 beaucoup, il faut éviter, puisque M<sup>r</sup> Barbey est marin, de dire qu'il  
 est citoyen suisse. — Le Ministre de l'Intérieur M<sup>r</sup> Fallières se préoccupe,  
 lui aussi, beaucoup du monopole de l'alcool; il est probable que  
 cette question est à l'ordre du jour au sein du Conseil; quant à  
 la politique intérieure, M<sup>r</sup> Fallières déclare indispensable de rendre  
 les populations confiantes envers l'autorité, de gouverner en un  
 mot, et pour cela, il est prêt à accueillir quiconque voudra secondar les  
 efforts du Cabinet; "le Ministre ne repoussera personne, mais n'ira demander  
 le concours de personne; nous ne désirons pas la rupture de l'union entre  
 les gauches, mais nous n'entendons pas sacrifier nos idées sur le  
 rôle du Gouvernement dans un pays centralisé comme la France  
 à une réconciliation avec qui que ce soit; il faut qu'on vienne à  
 nous."

Tout cela est encore assez vague, j. le répète, & il faut la faire

les choses se taper, les programmes financiers & politique se faire chez les membres du gouvernement d'abord & au sein du parlement ensuite.

Pour aujourd'hui j'en reviendrais donc à la question Extérieure.

Il y a une semaine, je Vous écrivais que M<sup>r</sup> Florens avait reçu de l'ambassadeur d'Allemagne les assurances les plus pacifiques à la suite du changement de ministère. Aujourd'hui les choses paraissent déjà moins lune de miel. M<sup>r</sup> Florens a bien voulu, très confidentiellement, me lire cet après-midi un télégramme de Berlin du 7 Juin, soit d'hier, dans lequel M<sup>r</sup> Herbert prend compte d'un entretien avec le Comte Bismarck (Herbert) au sujet de la récente convention anglo-turque sur l'Égypte. M<sup>r</sup> de Bismarck fils dit carrément: "Nous ne voyons pas pourquoi nous nous séparerions de nos amis anglais & autrichiens dans cette affaire d'Égypte. - quel intérêt avons-nous à être agréables à un voisin constamment excité contre nous? Depuis 1870, nous jouons le rôle de dupes; nous en avons assez; aujourd'hui Vous êtes plus violents que jamais contre nous, & jamais les idées de revanche n'ont été aussi vivaces". Tel est le sens & presque exactement la teneur de ce télégramme; comme Vous le voyez, a continué M<sup>r</sup> Florens, la Chancellerie berlinoise n'a

pas change d'attitude, et ce que M. de Münster disait il y a une  
 // semaine n'était pas l'expression de la pensée du Chancelier. —  
 " D'autre part, dit M. Flourens, "l'Allemagne ne peut pas nous déclarer  
 " la guerre; l'empereur ne le veut pas; l'Allemagne est de mauvaise  
 " humeur parce qu'elle est dans une mauvaise situation; le prince  
 " impérial peut être considéré comme mourant; son fils a une mauvaise  
 " santé, des écoulements dans les oreilles etc qui sont inquiétants; —  
 " mais cette mauvaise humeur allemande ne se manifestera pas cette  
 " année par une déclaration de guerre à la France; je ne le crois pas;  
 " je ne voudrais pas en jurer, mais il y a des chances pour que nous  
 " gardions la paix et c'est — en grande partie à cause de cet empereur  
 " — la léthargie que nous éprouvons dans les relations franco-allemandes  
 " n'est pas encore intervenue. "

M. Léon Say, avec lequel j'ai passé la soirée samedi, et qui  
 revient d'Italie, déclare qu'on se fait illusion complète dans les  
 cercles français si l'on croit aux sentiments gallophiles des nouveaux  
 membres du Cabinet Depretis. D'après M. Say, les Italiens ont  
 une haine absolument inextinguible de la France et cette haine est à la  
 base de leurs relations vis-à-vis du gouvernement français. M. Say a

de peine de la propriété de l'esprit du Roi; on ne retrouve rien en lui, paraît-il, les éclairs de finesse de son Père. — Quant à la réconciliation des Quirinal & du Vatican, M. Jay la craint beaucoup au point de vue français.

Sir Charles Dilke a été récemment appelé par M. Rouvier à venir conférer avec lui sur la situation générale. Dilke ridiculise à droite & à gauche Rouvier qui aurait avoué n'avoir aucune opinion sur la question égyptienne & aurait suggéré, au cours de la conversation, l'idée de se faire interpellé dans la Chambre pour savoir quelle attitude le Cabinet devait prendre. — Sir Ch. Dilke estime, d'ailleurs, que le nouveau Ministère français agit très imprudemment; c'est ainsi que la République française annulait le maintien, par le Général Ferron, des projets de M. Boulanger de mobiliser un corps d'armée (non désigné d'avance) dans la région de l'Ouest; c'est ainsi encore que le Général Ferron voudrait, d'urgence, créer, avant la disruption de la loi sur l'armée, quatre nouveaux régiments de cavalerie. Tout cela est fait <sup>selon Dilke</sup> pour engager les allemands à ne pas modifier leur attitude hostile. — D'autre part, la France, et avec elle la Russie, fait partout en Europe des démarches

pour faire échouer l'arrangement anglo-turc relatif aux affaires d'Egypte; cet arrangement doit être ratifié à un jour donné; si le Sultan ne le ratifie pas, eh bien, croit-on ici à Paris que la situation sera beaucoup meilleure? Dans la pensée de Sir Ch<sup>s</sup> Dillke, c'est s'illusionner étrangement que de croire pouvoir être en froid au même temps avec Londres & avec Berlin. — Le ton de l'ancien Secrétaire d'Etat de M<sup>r</sup> Gladstone impliquait, d'une façon générale, le désir de faire tomber les Français dans quelque trappe & l'imprévu que le Gouvernement conservateur anglais continuerait à créer à la France le plus d'embarras possible.

Cette conversation avec Dillke, l'hostilité dont l'ancien ami (ou pseudo-ami) de Gambetta fait preuve, le ton d'Herbert Bismark hier ou avant-hier vis-à-vis de l'ambassadeur de France à Berlin, les imprévisions de M<sup>r</sup> Lay sur la pensée intime des hommes d'Etat italiens, tout cela fait réfléchir — Nous ne sommes pas encore au bout. M<sup>r</sup> Florens espère la paix pour cet été, sans la garantie; c'est mieux que ses dires du mois de Mai, mais c'est peu.

---

M<sup>r</sup> Borel m'a remis la lettre que Vous m'avez fait l'honneur

Je m'adresse le 1<sup>er</sup> Juin. Je Vene en suis extrêmement reconnaissant  
 J'ai été particulièrement heureux d'apprendre que les rapports de  
 Paris étaient intéressants pour vous. J'espérais bien vivement pouvoir  
 Vous écrie moins souvent <sup>sur</sup> la politique générale, mais il faut continuer  
 à avoir l'oreille tendue et l'œil ouvert comme une sentinelle aux avant-  
 postes. — Il est bien désagréable que ce soient toujours les comparaisons  
 militaires qui se présentent le plus naturellement devant l'esprit.

Agrig, Monsieur le Président, la nouvelle assurance de  
 ma très haute considération.

Lardy  
 —